

## EDITORIAL



Par **Claudine De Brassier**  
Secrétaire fédérale  
Développement durable, Agenda 21  
et Environnement

### Economie durable ?

Les déclarations du gouvernement laissent à penser que le Développement durable n'est plus une priorité en temps de crise. Pourtant, c'est un levier très important pour l'activité des entreprises permettant de créer des emplois durables. Comme Barack Obama l'a rappelé, la réelle mise en place d'une "économie verte" est un enjeu majeur pour la planète.

Il faut, pour cela, une volonté politique forte avec des financements à la hauteur des ambitions affichées. Le 10 février, le Sénat, avec un vote massif et après de riches débats, représentant une bonne partie des amendements socialistes présentée par Odette Herviaux, a envoyé un signal fort à la démarche du Grenelle de l'environnement (aussi incomplète soit-elle).

Mais le budget de l'Etat ne traduit pas les engagements pris et affaiblit le Grenelle. Par ailleurs, la récente décision de l'hyperprésident, prise sans concertation, concernant la création d'un nouvel EPR, illustre son mépris pour cette démarche. La question des énergies renouvelables, avec son volet Recherche (voir Une du Rappel), apparaît pourtant incontournable !

A contrario, la Région Bretagne, ainsi que de nombreuses collectivités locales, n'ont pas attendu le Grenelle pour lancer l'"offensive verte" : stratégie globale du Conseil régional et des choix concrets comme le soutien au rail (LGV, TER, développement du fret), Ecofaur (urbanisme durable), Agenda 21, dispositif Karta avec les lycées, etc.

Concernant les déchets également, la Bretagne est en tête pour le compostage et la part de déchets non valorisés devient minime. Sur d'autres sujets, certaines communes ont initié des projets innovants et audacieux : parc éolien de St Barnabé dans les Côtes d'Armor, engagement "non aux bois tropicaux" à Silfiac (cohérence avec les autres projets de la commune), etc.

Rennes Métropole, Cap Lorient Agglomération et la commune de St Nolf ont aussi obtenu le label « Agenda 21 » du ministère de l'Ecologie. A Lorient, la Cité de la Voile est équipée de panneaux solaires et tous les bâtiments seront économes en énergie : la norme énergétique va passer de 200 à 50 kilowatts heure.

Les chantiers sont immenses : économies d'énergies, déplacements, eau, déchets etc. En ce sens, l'association Bruded est un réel outil pour la synergie des projets existant et le dynamisme des futurs. Comme nous, elle suivra sûrement avec attention la conférence de l'ONU sur les changements climatiques à Copenhague en fin d'année.

Cette conférence devra aboutir à un accord mondial pour la réduction des émissions de CO2 après 2012. Cet accord sera possible si les Etats-Unis changent leur position, ce que l'élection du nouveau président laisse envisager. Espérons que les contraintes imposées aux Etats membres seront appliquées.

Le Parti Socialiste sera vigilant face à une Droite qui utilise l'écologie comme argument électoral et « oublie » un financement adapté dans sa loi de finances ! Aux promesses éphémères, les socialistes préfèrent l'action et les réalisations concrètes et durables...

## Université Pour une autre réforme

**Réuni le 12 février à Vannes, le Conseil fédéral du PS morbihannais a adopté à l'unanimité un communiqué de presse sur la réforme de l'Université (ci-dessous en intégralité). Ce numéro du Rappel du Morbihan consacre un dossier sur ce sujet en page 2.**

Depuis plusieurs mois, voire des années, les acteurs de l'Université française se mobilisent pour un véritable projet éducatif, une stratégie offensive de développement de la recherche et la promotion sociale des étudiants. (...)

Dans un contexte de mutations économiques et sociales accélérées, les collectivités bretonnes ont d'ailleurs bien compris les enjeux liés à l'enseignement supérieur et la recherche, sans oublier le lien avec l'innovation (valeur ajoutée et nouvelles filières de développement).

Concrètement, le soutien de la Région Bretagne au lancement et à la montée en puissance de l'Université Européenne de Bretagne incarne cette volonté. Elle s'est traduite le 25 novembre dernier par la signature d'un contrat à hauteur de 9,1 millions d'euros sur trois ans.

De la même manière, la Région Bretagne et les collectivités infra-régionales vont financer de nouvelles infrastructures, comme par exemple la future école d'ingénieurs à Lorient dont la maîtrise d'ouvrage a été confiée par l'Etat à Cap Lorient Agglomération (ouverture en 2012).

Ces collectivités, dirigées par beaucoup par la Gauche régionale, discutent également de leur engagement en faveur de l'opération "Campus numérique". Elle soutient notam-



ment le déploiement d'équipement technologique de haut niveau pour les télécommunications permettant de faciliter les échanges entre les différents sites universitaires bretons et d'affirmer la crédibilité de leur recherche au niveau mondial.

Contrairement, nous constatons que le nouveau système de dotation aux universités de l'Etat, appelé "Sympa", met gravement en danger l'avenir des moyennes universités. Il est pour le moins paradoxal que ce système d'évaluation reconnaisse une sous dotation de l'Université de Bretagne-Sud à hauteur de 45 postes et en même temps de constater que les instances gouvernementales lui demande d'en restituer un à la rentrée prochaine !

Au même moment, le Gouvernement décide de "réformer" sans concertation avec les acteurs de l'Université : réforme du décret de 1984 sur le statut des enseignants-chercheurs, nouvelle formation des enseignants synonyme d'appauvrissement pédagogique ("masterisation"), etc.

Les incompréhensions et les

colères, qui valent de l'école maternelle à l'enseignement supérieur, s'expriment partout en Bretagne et en France.

C'est pourquoi, les socialistes morbihannais demandent au Gouvernement :

- de mettre en œuvre un projet éducatif qui concilie culture générale et professionnalisation
- de garantir l'avenir de l'ensemble des universités (révision du système Sympa / péréquation)
- de prendre en compte la spécificité des Instituts Universitaires de Technologie (IUT)

- de porter l'effort de recherche à 3% du PIB (le Président de la République a promis 2012)

- de renforcer les liens entre les grands organismes de recherche (type CNRS) et les universités

- de retirer les réformes sur le statut des enseignants-chercheurs et la formation des enseignants

- de restituer les 900 postes supprimés dans le cadre du budget 2009

- d'engager une réforme globale en pleine concertation avec les acteurs de l'Université

- d'initier, dans ce cadre, une réflexion sur l'IUFM et la formation des enseignants

- de créer une "allocation autonomie" pour les jeunes de 18 à 25 ans (modalités à définir)

### Jeudi 12 mars 2009 - 17h à 22h Votes dans toutes les sections du Morbihan

- Validation de la liste des candidats socialistes de la circonscriptions Ouest pour les élections européennes de juin 2009

- Election des animateurs de circonscription pour chacune des 6 circonscriptions législatives du département

Un courrier sera adressé à l'ensemble des adhérents sur ces deux votes...

## Communiqué de Norbert Métairie Président de Cap L'Orient

### Projet de réforme de l'enseignement supérieur : "Je partage l'inquiétude des enseignants chercheurs"

Le projet de réforme de l'enseignement supérieur, venant compléter la loi dite LRU (Liberté Responsabilité des Universités), prend une dimension pré-occupante alors que nous entrons dans la troisième semaine de mobilisation.

Ce projet, qui est proposé dans un contexte inacceptable de réduction de postes (900 pour l'année 2009), suscite craintes et inquiétudes chez l'ensemble des acteurs de la communauté universitaire.

La colère exprimée fait suite à un constat partagé par les enseignants-chercheurs comme par les enseignants : la diminution des moyens s'accompagne d'une précarisation accrue du statut du chercheur et de l'étudiant.

Au Pays de Lorient, l'UBS joue un rôle important auprès de nos entreprises. Dans une période où nous avons plus que jamais besoin d'une recherche performante pour relancer une nouvelle dynamique économique, un rapport du Ministère de l'Enseignement Supérieur prévoit une baisse de 30% du nombre de doctorants d'ici 2017.

Cette analyse reflète parfaitement la perte d'attractivité du métier d'enseignant chercheur.

Or, les propositions annoncées n'apportent aucune réponse concrète. Au contraire, parce qu'elles sont faites dans la précipitation et dans la défiance, elles soulèvent de nouvelles inquiétudes :

- la réforme prévoit que les futurs enseignants seront recrutés au niveau Master. Les conséquences seront lourdes pour le budget des étudiants et de leurs familles ; alors que dans le système précédent, les étudiants en 2<sup>ème</sup> année d'UFM réalisaient une année de stage rémunéré avant leur prise de fonction.

- Le projet de modification du statut de l'enseignant chercheur qui prévoit de confier au Conseil d'administration des universités la modulation des heures d'enseignement et de recherche mais aussi l'évaluation et la promotion des enseignants chercheurs comporte le risque évident de compromettre la carrière de ceux qui n'arrivent pas à décharger du temps pour la recherche (filières ou le nombre d'enseignants serait insuffisant ou filière exigeant plus de disponibilité pédagogique...).

Pour le moment, il est indispensable de suspendre la réforme et de réamorcer les conditions d'un dialogue nécessaire et d'engager un plan pluriannuel de création d'emplois scientifiques.



**Jean-Michel Le Boulanger**  
Maître de conférences -  
Directeur  
Master Métiers  
du Patrimoine -  
Université de  
Bretagne-Sud

**Pour quelles raisons les enseignants-chercheurs manifestent-ils en ce moment ?**

Plusieurs raisons additionnent leurs effets. Les premières sont liées à l'actualité. Les projets gouvernementaux sont menés rapidement, dans la précipitation estiment de nombreux responsables, sans concertation. La réforme est nécessaire, tant les problèmes sont nombreux. Mais se pose, en amont, une question de méthode : pas de réforme menée contre l'avis même des principaux intéressés.

D'une part, nous refusons un décret modifiant le statut des enseignants-chercheurs et l'évaluation de leurs travaux. Les enseignants-chercheurs sont déjà, et souvent, évalués, contrairement à ce qui est parfois colporté. Mais les conditions nouvelles comporteraient de réels dangers. Un seul exemple : le fait que de "mauvais" chercheurs seraient amenés à enseigner davantage, sous-entendant que l'enseignement, la transmission des connaissances, la base de nos métiers, serait une punition pour des chercheurs publiant peu.

**Et concernant la formation des professeurs ?**

C'est le second point : nous refusons la refonte du système de formation des professeurs des écoles, des collèges et

des lycées, au détriment de leur formation pédagogique et de leur apprentissage devant les classes. La maîtrise théorique des programmes est une chose, la capacité à la faire partager en est une autre. En supprimant l'année de stage, mise à l'épreuve devant de "vraies" classes, on prive cette formation d'un aspect essentiel.

Mais d'autres causes additionnent leurs effets. Dont l'une, aux effets dévastateurs : la conférence de presse du Président Sarkozy, le 22 janvier dernier, jugée "brutale et chargée de mépris", où, à force de contrevérités, il a littéralement "braqué" les enseignants-chercheurs, et même les plus modérés, les plus conciliants d'entre eux, contre sa politique universitaire.

Dire que les enseignants-chercheurs ne sont pas évalués (ce qui est faux), qu'ils publient peu (ce qui est très discutable et très discuté), qu'ils travaillent peu (ce qui est un mensonge grossier), et se moquer des personnes présentes en déclarant "je vous remercie d'être venus, il y a de la lumière, c'est chauffé..." est indigne de sa fonction. Et une cause réelle de la mobilisation.

**Quels sont les problèmes plus structurels de l'Université et de la Recherche en France ?**

Au-delà des textes en discussion, il y a en effet un malaise profond. Le nombre d'étudiants a doublé depuis 25 ans. Les moyens n'ont pas suivi... les tâches des enseignants (enseignement et recherche) se sont développées et l'administration leur prend aujourd'hui un temps jugé trop important.

## ACTUALITES

# Jean-Michel Le Boulanger : "Pas de réforme contre l'avis des principaux intéressés"

Les conditions objectives de travail se sont globalement détériorées. Et, dans ce contexte, alors qu'il engage ses réformes, le gouvernement annonce près de 1000 suppressions de postes.

Par ailleurs, il faut dire qu'en terme de salaires (un Maître de Conférences commence à 2075 euros brut, après de longues études), nos métiers ne sont plus attractifs.

Enfin, les modes d'évaluation de nos travaux sont marqués par une logique purement quantitative bien loin des idéaux qui doivent rester les nôtres, au sein d'une Université digne de son nom. A quoi sert le Grec ancien ? Le sanskrit, combien de brevets ? L'Université doit former de futurs professionnels, évidemment, mais elle doit aussi parler culture, esprit critique, citoyenneté, elle doit aussi parler politique de civilisation. Or, de plus en plus, on nous répond : "tableur Excel". Tout est quantifié, dans la pure logique libérale. Tout doit entrer dans les cases. Mais comment fait-on pour mesurer l'éthique ? Comme le disait un collègue "autant parler de cinéma à une caméra de vidéosurveillance".

Ces contextes généraux expliquent la réponse donnée aux actuels projets du gouvernement.

### Quelques repères chiffrés (France, Bretagne, Morbihan)

#### En France

- 85 universités
- 1 326 000 étudiants en université
- 62 000 enseignants-chercheurs
- 900 suppressions d'emplois en 2009 dans l'enseignement supérieur et la recherche

#### En Bretagne

- Domaine de la recherche :
  - 13 000 emplois de recherche-développement
  - 6500 chercheurs et ingénieurs dans les entreprises privées
  - plus de 4500 chercheurs dans le secteur public

#### Domaine de l'enseignement supérieur :

- 239 établissements d'enseignement supérieur
- 24 390 diplômes délivrés en 2005

Budget total : 213 M€ (État, collectivités, entreprises...)

#### Université Européenne de Bretagne (UEB)

- 70 000 étudiants, dont plus de 8000 à l'UBS
- Plus de 6000 professionnels au service de l'enseignement supérieur et de la recherche dont 3600 enseignants-chercheurs (près de 500 enseignants et enseignants-chercheurs à l'UBS)

## Communiqué de l'UBS

**Les 3 conseils statutaires (CA, CS et CEVU) de l'UBS étaient réunis en congrès extraordinaire, le mardi 24 février, en présence de Norbert Métairie et Gwendal Rouillard, Président et Vice-Président de Cap L'Orient. L'assemblée a adopté 3 motions concernant les réformes en cours.**

**Motion 1 adoptée à l'unanimité moins une abstention :**

L'Université de Bretagne-Sud affirme sa volonté à préparer les étudiants à l'exercice du métier d'enseignant. Cependant, l'absence de négociation concernant le contenu des concours, l'absence de proposition claire concernant la professionnalisation, l'absence de temps nécessaire à une réflexion sereine sont les arguments déterminants quant au refus de la communauté universitaire de remonter au ministère une maquette d'habilitation de Master mention MEF.

**Motion 2 adoptée à l'unanimité :**

Les trois conseils se prononcent pour le

retrait du décret transmis pour avis au Conseil d'Etat. Ils se prononcent contre la rédaction d'une charte et pour la rédaction d'un nouveau décret après négociations avec les instances représentatives.

**Motion 3 adoptée à l'unanimité moins 7 abstentions :**

Les trois conseils souhaitent que dans les négociations les principes suivants soient pris en compte : évaluation nationale de la recherche, reconnaissance de toutes les activités des enseignants-chercheurs, pas de modulation de service sans moyens supplémentaires.

Retrouvez ces deux communiqués de presse sur [www.ps56.fr](http://www.ps56.fr)

## Echos du Forums social de Belem Le rendez-vous des altermondialistes

**Le 9<sup>ème</sup> FSM s'est tenu à Bélem, au Brésil du 27 janvier au 1er février dernier, avec plus de 100 000 participants venus de tous les coins de la planète. J'ai eu l'opportunité d'y participer avec la délégation "Peuples Solidaires" dont notre association "Arradon Terre du Monde" est membre actif. La délégation française à ce forum était l'une des plus importantes avec plus de 500 participants.**

La tenue de ce forum, quelques mois après la crise financière et en pleine période de crise économique mondiale, ne pouvait que donner du crédit à ceux qui tirent la sonnette d'alarme depuis de nombreuses années et qui proposent d'autres alternatives au monde d'aujourd'hui. La forte participation des membres d'ONG et d'organisations de la société civile venant de nombreux pays a permis de faire prendre conscience à chacun de la convergence des luttes en faveur de la dignité humaine et pour plus de justice. "Un autre monde est possible" tel fut l'un des slogans fédérateurs.

L'impressionnante "marche des peuples" mardi 27, dans les rues de Bélem, pendant plus de 3 heures, sous une pluie tropicale, formée par toutes les délégations arborant des banderoles et portant leurs revendications, leurs cultures, leurs traditions restera un moment capital mêlant fête et dignité.

Le FSM fut également un lieu de rencontre avec les autres délégations



venues du monde entier mais aussi avec certains de nos compatriotes tels que Bertrand Monthebert de "Sauvons la recherche" et aujourd'hui Secrétaire national à la Recherche et à l'Enseignement supérieur au PS, Annick Delhaye vice présidente de la région PACA, Ségolène Royal conviée à une conférence sur le "bateau doré" du CRID.

Les activités en marge ou complémentaires du forum ont également donné du relief à cette aventure brésilienne. Le forum "Sciences et Démocratie", qui a précédé le FSM, a posé diverses problématiques, notamment en terme d'éthique. De plus en plus de scienti-

ques sentent la nécessité d'atteindre le public, de se rapprocher des mouvements de défense de l'environnement, des mouvements sociaux. Les citoyens ont besoin d'informations fiables (donc pas seulement celles données par les experts officiels), concernant de nouvelles questions comme le développement durable, le respect de la diversité...

Ce sont là quelques facettes qui ont fait de ce forum un événement mondial marquant, mais trop peu médiatisé. Il invite à réfléchir une autre mondialisation, et constitue un immense contre-pouvoir avec lequel les gouvernements devront composer. Ce débat, ce bouillonnement d'idées n'apportent pas directement de solutions, mais un grand mouvement est en marche, porteur d'espoir pour tous les peuples de la planète. C'est en cela que le FSM fut un événement exceptionnel dans le contexte de crise mondiale que nous traversons.

Jo Daniel  
Section d'Arradon

## MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

### Développement durable et solidaire et Agenda 21

**Tout le monde connait ce mot. Tout le monde semble être d'accord avec et même se l'être approprié. Même les personnes les plus improbables semblent s'en revendiquer. Mais que se cache-t-il derrière cette notion? Comment l'appréhender concrètement ?**

Le développement durable, terme connu et reconnu de tous, qu'est-ce vraiment? Au sens originel du terme, défini en 1992 lors du Sommet de la Terre, où 190 pays se sont penchés réellement au chevet de la Terre, cela signifie **développement des sociétés de manière soutenable, c'est-à-dire socialement équitable et environnementalement respectable**. Ce ne sont pas des paroles en l'air. Cela signifie bien de concevoir le mode de développement de notre société de manière différente. Et cela passe par deux canaux complémentaires.

Le premier est la **réalisation d'actions précises**, comme une amélioration de l'efficacité énergétique, la mise en place d'énergies renouvelables, de modes de transports plus doux que la voiture, maîtrise de l'étalement urbain, meilleure prise en compte de l'environnement dans les documents de planification territoriale.

Le second canal, plus fastidieux et

moins facile à mener, mais sans doute plus important pour mobiliser l'opinion, car plus idéologique, est ce que l'on appelle un **"Agenda 21"**. Cette démarche n'est pas un document d'urbanisme supplémentaire comme pourrait le croire certains, mais bien une occasion de redéfinir collectivement les choix nécessaires à un futur développement durable et solidaire. A une échelle locale comme une commune ou une intercommunalité, un Agenda 21 est très pertinent car il permet d'impliquer la population dans sa réalisation, et ainsi construire l'avenir d'un territoire en partenariat avec la population. C'est la meilleure manière pour les citoyens de se sentir impliqués dans la vie de la cité, mais aussi et surtout d'intégrer en eux la démarche développement durable. Un Agenda 21 se déroule en trois phases: le **diagnostic partagé**, la **sensibilisation au développement durable**, et la **définition d'actions concrètes**.

Le développement durable et soli-

daire, est quand à lui une variante plus respectueuse du terme anglais original "sustainable development". La notion de solidarité, permet d'une part de rappeler fortement l'ambition sociale du **triptyque économie-environnement-social**, mais en plus permet d'éviter que les structures essayant de se créer une identité plus durable et plus verte oublie la réelle teneur du concept, puisque le mot "durable" n'a rien de particulièrement engageant pour les structures.

Aujourd'hui, c'est aux socialistes de s'emparer du développement durable et solidaire, pour ne pas laisser le monopole à d'autres partis, et surtout **redonner le vrai sens à ce concept**, et donc éviter que les partis de centre et de droite ne le galvaudent, en l'utilisant comme argument pour continuer à perpétuer le système actuel.

Matthieu Lasvènes  
mlasvenes@gmail.com  
<http://matthieulasvenes.wordpress.com>

## Nouvelle manifestation de soutien aux salariés de la SBFM le 7 mars à Hennebont

Une nouvelle manifestation de soutien aux salariés de la SBFM et pour la défense de l'emploi dans le Morbihan est prévue :

Samedi 7 mars  
à Hennebont  
Rendez-vous à 10h15  
Place de la Mairie

## Dimanche 8 mars : Journée internationale des Femmes

La Journée internationale de la (des) Femme(s) a été officialisée en 1977 par les Nations Unies, pour rappeler les inégalités persistantes entre hommes et femmes dans le monde et nous inviter à réfléchir aux solutions pour réduire ces inégalités. Elle donne lieu à de nombreuses manifestations et événements, notamment dans le Morbihan, dans les jours encadrant cette date.

## Ciné-débat organisé par Ni putes ni soumises

Dans le cadre de la Journée internationale des Femmes, le comité départemental "Ni Putes Ni Soumises" organise un Ciné-débat et témoignages sur le thème :

Femmes et Travail  
Toutes égales = Tous égaux  
Film : "Le Bateau de Gaëlle"  
Vendredi 6 mars 2009  
à partir de 20h00  
Salle Courbet (FJT Agora)  
Rue Courbet  
à Lorient

<http://npsmorbihan.canalblog.com>

## Réunions de formation sur l'Union européenne dans les six circonscriptions du Morbihan

Entre le mois de mars et le mois d'avril vont se tenir, dans les 6 circonscriptions du Morbihan, des ateliers de formation sur l'Union européenne pour préparer les militants socialistes morbihannais à la campagne des élections européennes du 7 juin 2009. Assurées par Jean-Paul Méheust, de la section de Vannes, ces réunions porteront sur les institutions et les mécanismes de décisions communautaires. L'ensemble des adhérents recevra prochainement le calendrier et les lieux de ces réunions de formation.

# Agenda

## Premier secrétaire fédéral

Samedi 28 février - Paris  
Conseil national

Vendredi 6 mars - Pontivy  
Visite IUT

Samedi 7 mars - Hennebont/Lanester  
Manifestation SBFM  
Inauguration du Salon Terre

Jeudi 12 mars - Lorient  
Conseil municipal

# Actualité

## De l'art de "rater" sa vie

Il faut que je vous fasse une confidence, il paraît qu'après une grande partie de mon temps consacrée à la vie associative et politique, j'aurais comme qui dirait « raté » ma vie car, à l'heure où j'écris ces quelques mots, je n'ai pas de Rolex autour du poignet. Excusez du peu mais comme dirait une certaine publicité, nous n'avons pas les mêmes valeurs.

Je voulais, dans ce billet d'humeur faire allusion, bien sûr, à l'interview de l'immense publicitaire Jacques Séguéla qui affirmait que si l'on ne possède pas cette breloque à la fin de sa vie on ne peut que l'avoir ratée. Je n'appréciais déjà pas le bonhomme quand il était le publicitaire à la force tranquille de Tonton, mais là, il se montre le parfait valet et le chantre le plus accompli de la réussite façon bling-bling si chère à Nicolas Sarkozy.

Le vrai talent de Séguéla, c'est de ramasser un univers entier dans une petite phrase qui cherche à marquer les esprits faibles. Afficher ainsi sa morgue et sa vacuité devant tous ceux qui connaissent les fins de mois difficiles, tout en concourant à la production de biens qu'ils auront du mal à acquérir, est une véritable provocation qui illustre le degré de pourrissement d'un système qui n'a que l'argent pour veau d'or.

Chanter les mérites de la réussite sociale ainsi que leurs artifices, à l'heure où tant de gens sont obligés de se serrer la ceinture est non seulement une provocation mais le signe d'une incommensurable bêtise qui ne peuvent qu'énervier un peu plus tous ceux qui se battent pour que cela change.

En attendant, si réussir sa vie c'est d'exposer ostensiblement au bon peuple sa montre, sa voiture ou que sais-je encore, alors je suis, comme beaucoup d'entre nous, sans doute passé à côté de quelque chose, mais là c'est une autre histoire.

Le Cormoran

# EUROPÉENNES 2009

## Les enjeux de la Politique agricole commune

**L'agriculture est le secteur économique dans lequel l'intégration communautaire a été la plus poussée. Elle représente actuellement un peu moins de la moitié du budget européen (43 % en 2008).**



riger ses excès productivistes et ses effets néfastes sur l'environnement. Elle connaît ainsi depuis le début des années 90 un processus de réforme continu afin de répondre d'avantage aux attentes de la société. Désormais, la PAC n'a



La Politique Agricole Commune (PAC) a été mise en place en 1962 pour répondre à la pénurie alimentaire des années 1950. Très rapidement, la PAC atteint l'objectif principal qui lui était assigné : garantir l'autosuffisance alimentaire. Elle a en effet permis d'augmenter très significativement le niveau de la production agricole en Europe grâce à la mise en place d'outils garantissant le revenu des agriculteurs, accompagnant l'exode rural et favorisant la modernisation des exploitations. De ce fait, l'Union européenne est devenue le 2<sup>ème</sup> exportateur mondial de denrées agroalimentaires.

Cependant, des déséquilibres sont rapidement apparus et se sont accentués avec le temps. Victime de son succès, la PAC a connu de nombreuses réorientations visant à cor-

plus pour objectif d'encourager la production mais de garantir une agriculture européenne compétitive, respectueuse de l'environnement, capable de maintenir la vitalité du monde rural et de répondre aux exigences des consommateurs en matière de bien-être animal, de qualité et de sécurité des denrées alimentaires.

La question du financement de la PAC reste une pomme de discorde entre les membres de l'UE même si, conformément à l'accord conclu en 2002 au Conseil européen de Bruxelles, la PAC dispose d'un budget garanti jusqu'en 2013.

Le chapitre agricole du Traité de Lisbonne reconnaît la codécision

comme la "procédure législative ordinaire" de la PAC en remplacement de la procédure de consultation en vigueur. Cela représente un changement majeur pour la PAC qui consolide le rôle de véritable co-législateur du Parlement européen pour l'agriculture.

### Manifesto : la position du PSE

"Nous soutiendrons une politique agricole commune moderne qui aide au développement cohérent du monde rural et qui valorise le rôle fondamental des agriculteurs, tout en consacrant le rôle de l'agriculture dans la protection de l'environnement, dans la garantie de la qualité alimentaire et de la sécurité d'approvisionnement, dans la préservation du paysage ainsi que dans le bien-être animal et végétal. Les biocarburants peuvent contribuer à réduire les émissions des transports mais ne doivent pas compromettre la production alimentaire européenne et mondiale, l'intégrité de l'environnement, ni la biodiversité. La directive européenne sur les biocarburants doit être révisée pour faire prévaloir ce principe."

Portail internet de la PAC : <http://europa.eu/pol/agr/>

## Sécurité, durabilité, régulation !



**Odette Herviaux** - Sénatrice  
Vice-Présidente de la Commission des Affaires économiques  
- Vice-Présidente de la Région Bretagne chargée de l'agriculture  
- Secrétaire fédérale

Il est évident que l'agriculture a profondément changé, mais l'enjeu alimentaire est toujours une réalité. D'ici à 2050, nous devons être capables de quasiment doubler la production alimentaire mondiale tout en faisant face à de multiples menaces écologiques (climat, eau, biodiversité). Pour répondre à ces défis, il faudra donc

Alors que la PAC a été conçue pour alimenter un continent meurtri par la guerre, quels objectifs de v r a - t - e l l e poursuivre ?

développer une "agriculture éco-productive", qui assurera aux 500 millions d'Européens une alimentation suffisante, durable, de qualité et à prix abordables pour tous.

Les orientations de la Commission sur le bilan de santé de la PAC réalisés en 2008 sont-elles à la hauteur ?

Hélas, non. Globalement, la Commission propose de revisiter la PAC sur trois axes majeurs : la gestion des marchés, le régime des aides directes et le défi climatique. Mais elle propose, dans l'esprit clairement libéral de la réforme de 2003, de poursuivre et d'amplifier la dérégulation de la gestion des marchés agricoles et alimentaires. Dans le contexte actuel d'insécurité alimentaire, c'est une réflexion qui apparaît à contre-courant : elle fut élaborée dans un contexte très différent, où peu de monde s'intéressait à la situation alimentaire mondiale, qui

se dégradait pourtant rapidement.

Quels doivent être alors les grands axes de la PAC d'ici 2013 ?

Il faut promouvoir une ambitieuse politique publique agricole permettant de réguler les à-coups qui favorisent la spéculation. En juin dernier, la région Bretagne a formulé quatorze propositions articulées autour de quatre principes majeurs : une alimentation de qualité grâce à une Politique Alimentaire Commune avec un budget maintenu dans un budget global à 1.18 % du PIB européen, une OMC qui ne remet pas en cause les instruments de gestion de marché, une régulation européenne et une régionalisation des aides directes aux agriculteurs. L'intervention publique pour réguler les marchés agricoles et alimentaires est une idée résolution moderne.

Site internet d'Odette Herviaux : <http://www.odetteherviaux.fr/>

## Le Rappel du Morbihan

Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■  
 Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gautier ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■  
 Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■  
 Courriel : lerappel@morbihan.wanadoo.fr ■  
 ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■  
 Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

### Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

- Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste
- Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55  
Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : [fede56@parti-socialiste.fr](mailto:fede56@parti-socialiste.fr)  
Site Internet : [www.ps56.fr](http://www.ps56.fr)